Document generated on 07/01/2025 10:36 a.m.

Les Cahiers de lecture de L'Action nationale

Programme de pays ou de province ?

ALAIN NOËL ET MIRIAM FAHMY (DIR.), *Miser sur l'égalité. L'argent, le pouvoir, le bien-être et la liberté*, Montréal, Fides, 2014, 271 pages

Gabriel Arsenault

Volume 9, Number 1, Fall 2014

URI: https://id.erudit.org/iderudit/73005ac

See table of contents

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print)
1929-5561 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Arsenault, G. (2014). Review of [Programme de pays ou de province ? / ALAIN NOËL ET MIRIAM FAHMY (DIR.), *Miser sur l'égalité. L'argent, le pouvoir, le bien-être et la liberté*, Montréal, Fides, 2014, 271 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, *9*(1), 17–17.

Tous droits réservés © Ligue d'action nationale, 2014

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

PROGRAMME DE PAYS OU DE PROVINCE ?

Gabriel Arsenault
Doctorant en science politique, Université de Toronto

ALAIN NOËL ET MIRIAM FAHMY (DIR.)
MISER SUR L'ÉGALITÉ. L'ARGENT, LE POUVOIR, LE BIEN-ÊTRE ET LA LIBERTÉ
Montréal, Fides, 2014, 271 pages

Miser sur l'égalité réunit une vingtaine de textes fournissant analyses, arguments et stratégies pour une société québécoise plus égalitaire. Dans un contexte où les inégalités augmentent à peu près partout avec la complicité des élites intellectuelles de droite, une telle initiative ne peut être que bienvenue. S'adressant aux citoyens en tant qu'égaux dans un style accessible, mais sans niveler par le bas, Alain Noël, Miriam Fahmy et leurs collaborateurs donnent bien du fil à retordre à ceux qui seraient tentés de justifier les actuels niveaux d'inégalités.

Enchanté par sa lecture du livre à succès des épidémiologistes britanniques Richard Wilkinson et Kate Pickett, *L'égalité, c'est mieux*, le sociologue de l'Université de Montréal, Paul Bernard, invite l'Institut du Nouveau Monde (INM) à s'en saisir pour relancer le débat sur les inégalités socio-économiques au Québec. Le présent ouvrage est le fruit de cette initiative.

La structure de l'ouvrage est plutôt inhabituelle. À ses quatorze chapitres s'ajoutent un hommage à Paul Bernard, décédé depuis, une préface de l'éminent économiste américain, James K. Galbraith, une introduction du professeur Alain Noël et cinq petits textes illustrés de Vivian Labrie, surtout connu pour son activisme dans la lutte contre la pauvreté. L'argumentaire qui se dégage de ces textes est néanmoins cohérent. D'une part, en matière d'égalité, le Québec s'en tire assez bien lorsqu'on le compare aux autres sociétés, notamment d'Amérique du Nord. Ainsi, selon Nicholas Zorn, de l'INM, le « 1 % » le plus riche au Québec ne s'est pas enrichi au même rythme que celui des pays anglo-saxons au cours des dernières décennies. L'économiste Christopher P. Barrington-Leigh montre que le Québec constitue, avec le Danemark, la société la plus heureuse au monde et que ce haut niveau de bien-être est intimement lié au sentiment d'égalité qui prévaut chez nous. Les sociologues Axel van den Berg et Hicham Raïq démontrent que la politique familiale au Québec est assez efficace pour limiter la pauvreté chez les familles biparentales (bien qu'elle le soit moins pour les familles monoparentales). Le professeur Pierre Lapointe constate que depuis les trente dernières années, alors que les inégalités de revenu ont augmenté au Québec, les écarts de diplomation au secondaire entre les élèves québécois des milieux défavorisés et favorisés sont demeurés constants.

D'un côté, [...] on a l'impression que le Québec constitue déjà un pays indépendant [...] Mais de l'autre côté, les pans de la société québécoise relevant de l'autorité du gouvernement fédéral sont largement ignorés.

D'autre part, plusieurs des auteurs insistent sur les effets positifs de l'égalité sur la société dans son ensemble. L'approche dominante est donc conséquentialiste, mettant l'accent sur les conséquences des inégalités plutôt que sur leur caractère intrinsèquement injustes. De plus, on conçoit largement l'égalité comme une stratégie gagnante-gagnante plutôt que, par exemple, une stratégie avantageant essentiellement les travailleurs dans un contexte de lutte des classes. Ainsi, la politologue Jane Jenson critique intelligemment la stratégie consistant à « faire payer les riches », en rappelant à la classe moyenne que ce n'est pas suffisant et à la gauche qu'un tel discours participe d'une conception strictement négative de l'impôt. Miser sur une stratégie gagnante-gagnante s'oppose similairement à l'idée qu'il faille choisir entre l'égalité et un autre « bien », comme la liberté individuelle. Le philosophe Christian Nadeau conclut en fait qu'il ne peut y avoir de liberté véritable sans un certain niveau d'égalité, que « l'absence d'égalité prive de sens la liberté, car elle réduit cette dernière à de simples rapports de pouvoir » (p. 204). Dans la même veine, le spécialiste des pays scandinaves, Stéphane Paquin, nous rappelle que le Québec n'a pas à choisir entre la croissance économique et l'égalité, les deux pouvant se renforcer mutuellement. Le politologue Henry Milner attire pour sa part notre attention sur la relation réciproque entre l'égalité matérielle et les compétences civiques, alors que Miriam Fahmy et Michel Venne rappellent que l'égalité entre les citoyens est au fondement même de l'idéal démocratique et qu'un cercle vertueux lie égalité, démocratie, prospérité et bonheur. Ce cercle ratisse encore plus large, si on en croit l'épidémiologiste Marie-France Raynault et l'économiste français Éloi Laurent, qui explorent, respectivement, les liens multiples et surprenants entre la santé et l'égalité et les divers mécanismes liant causalement inégalités et dégradation de l'environnement.

Difficile de ne pas sortir de cette lecture au moins un peu plus égalitaire que lorsque l'on y était entré. On pourrait riposter que *Miser sur l'égalité* finit, à l'instar de l'ouvrage de Wilkinson et Pickett, par faire la part un peu trop belle à l'égalité en sous-estimant ses coûts, mais ce serait mal comprendre la nature de l'ouvrage, qui se veut moins un exercice neutre de vulgarisation de la littérature scientifique sur l'égalité qu'une invitation engagée à un débat de société sur la question. D'ailleurs, comment ne pas soulever la belle adéquation entre le contenu et la forme de l'ouvrage ? Entre le plaidoyer qu'il livre pour l'égalité et le style accessible de ses auteurs, son pari pour la langue française[1] et la collaboration entre chercheurs universitaires et acteurs de la société civile qu'il a nourrie ?

Une contradiction bien québécoise caractérise toutefois cette invitation au débat de société. D'un côté, à lire plusieurs des chapitres, on a l'impression que le Québec constitue déjà un pays indépendant, qu'il constitue une « société » comme les autres, se voyant volontiers comparé aux pays de l'OCDE plutôt qu'aux provinces canadiennes. Mais de l'autre côté, les pans de la société québécoise relevant de l'autorité du gouvernement fédéral sont largement ignorés. Ainsi, alors que les Autochtones constituent depuis toujours la minorité la plus défavorisée au Québec, il est quand même remarquable que *Miser sur l'égalité* n'en glisse pas un mot. Rien non plus sur nos responsabilités face aux inégalités – abyssales – entre les pays (ou les peuples...). Similairement, l'idée selon laquelle « les politiques venant d'Ottawa poussent en sens opposé [de l'égalité] » (p. 26), évoquée dans l'introduction d'Alain Noël, n'est malheureusement pas explorée dans l'ouvrage. Pour éviter que le débat de « société » se limite à un débat de « province », notre réflexion sur le Québec devra aller au-delà des strictes limites de notre souveraineté politique. ❖

1 Un tel pari n'allait pas de soi, pas moins de quatre chapitres, en plus de la préface, ayant été traduits de l'anglais – par Isabelle Charland.